



Chapitre L-2

LOI SUR LA LIBERTÉ DES CULTES

SECTION I

DE LA LIBERTÉ DES CULTES

Liberté des cultes.

1. La jouissance et le libre exercice du culte de toute profession religieuse, sans distinction ni préférence, mais de manière à ne pas servir d'excuse à la licence, ni à autoriser des pratiques incompatibles avec la paix et la sûreté de la province, sont permis par la constitution et les lois du Québec à tous les sujets de Sa Majesté qui y vivent.

S. R. 1964, c. 301, a. 1.

Interprétation de certains
actes.

2. Ne constitue pas la jouissance ni le libre exercice du culte d'une profession religieuse le fait

a) de distribuer, dans des places publiques ou à domicile, des livres, revues, tracts, pamphlets, papiers, documents, photographies, ou autres publications contenant des attaques outrageantes ou injurieuses contre le culte d'une profession religieuse ou les croyances religieuses d'une partie quelconque de la population du Québec, ou des propos de caractère outrageant ou injurieux pour les membres ou adhérents d'une profession religieuse; ou

b) de se porter, dans des discours ou conférences prononcés sur la place publique, ou transmis au public au moyen de haut-parleurs ou autres appareils, à des attaques outrageantes ou injurieuses contre le culte d'une profession religieuse ou les croyances religieuses d'une partie quelconque de la population du Québec, ou à des propos de caractère outrageant ou injurieux pour les membres ou adhérents d'une profession religieuse; ou

c) de diffuser ou de reproduire, au moyen de la radiophonie, de la télévision ou de la presse, de telles attaques ou de tels propos.

Actes dangereux.

Tout acte mentionné au paragraphe *a*, *b* ou *c* est un acte constituant un danger pour la paix publique et le bon ordre au Québec.

Prohibition.

Tout acte visé par le paragraphe *a*, *b* ou *c* est prohibé au Québec.

S. R. 1964, c. 301, a. 2.

SECTION II

DU BON ORDRE DANS LES ÉGLISES ET LEURS ALENTOURS

«église». **3.** Dans la présente section, le mot «église» signifie toute église, chapelle, ou autre édifice ou endroit consacré au culte public.

S. R. 1964, c. 301, a. 3.

Devoirs des marguilliers.

4. Il est du devoir des marguilliers en exercice, dans chaque paroisse ou localité du Québec, sous peine d'une amende de pas plus de huit dollars ni de moins de deux dollars, pour chaque refus ou négligence de s'acquitter des devoirs qui leur sont imposés par la présente loi, de veiller au maintien du bon ordre dans l'église ou près de l'église de telle paroisse ou localité, tant au dedans qu'au dehors de telle église, et dans la salle publique attachée ou adjacente au presbytère, et aussi dans les chemins et places publiques y adjacents, et ils doivent exécuter et faire exécuter les prescriptions de la présente loi et poursuivre les personnes qui contreviennent à ces dispositions.

S. R. 1964, c. 301, a. 4.

Personnes causant du
désordre. Arrestation.
Peine.

5. Quiconque cause des désordres dans l'église d'une paroisse ou d'une localité, pendant le service divin, ou se conduit d'une manière indécente ou irrévérencieuse dans cette église ou près de cette église, ou résiste aux marguilliers, ou à toute autre personne, dans l'exécution des devoirs qui leur sont imposés par la présente loi, ou les insulte, doit être arrêté immédiatement par quelque un desdits marguilliers, ou par un constable ou officier de la paix, et conduit devant un juge de paix; et, sur le serment d'un des marguilliers, constable ou officier de la paix, ou d'un témoin digne de foi, déclarant que cette personne a causé du désordre, ou s'est conduite indécemment ou irrévérencieusement, ou s'est mal conduite en quelque autre manière que ce soit, ou sur la confession du délinquant, le juge de paix doit condamner cette personne à payer une amende de pas plus de huit dollars ni de moins d'un dollar; si cette personne ne peut payer l'amende immédiatement, elle doit, en vertu d'un mandat ou ordre sous le seing du juge de paix, être incarcérée dans l'établissement de détention du district où l'infraction a été commise, pendant quinze jours, à moins que l'amende ne soit payée plus tôt.

S. R. 1964, c. 301, a. 5; 1969, c. 21, a. 35.

Flâneurs. Arrestation.
Peine.

6. Toute personne qui demeure ou s'amuse près de cette église ou autre place consacrée au culte public, ou dans les chemins et places publiques y adjacents, ou dans la salle publique attachée ou adjacente

au presbytère, ou qui, demeurant ou s'amusant ainsi près de telle église ou dans les chemins et places publiques y adjacents, sur l'ordre qui lui est donné de se retirer ou d'entrer dans l'église, pendant le service divin, refuse ou néglige de le faire, doit être arrêtée par lesdits marguilliers, ou l'un d'eux, ou par un constable ou officier de la paix, et conduite devant un juge de paix; et, sur le serment d'un des marguilliers, constable ou officier de la paix, ou d'un ou de plusieurs témoins dignes de foi, établissant que cette personne s'est amusée près de l'église, ou a refusé, en la manière susdite, de se retirer ou d'entrer dans l'église, ou sur la confession du délinquant, le juge de paix doit condamner telle personne à une amende de pas plus de quatre dollars ni moins d'un dollar; si cette personne ne peut payer l'amende immédiatement elle doit, en vertu d'un mandat sous le seing de tel juge de paix, être incarcérée dans l'établissement de détention du district où l'infraction a été commise durant l'espace de huit jours, à moins que l'amende ne soit payée plus tôt.

S. R. 1964, c. 301, a. 6; 1969, c. 21, a. 35.

Officiers de paix.

7. Tout officier de paix, dans chaque paroisse, seigneurie, canton ou localité, ou autre place extra-paroissiale, a les mêmes pouvoirs que ceux délégués aux marguilliers par la présente loi, pour remplir les devoirs qui lui sont imposés.

S. R. 1964, c. 301, a. 7.

SECTION III DES PÉNALITÉS

Arrestation des personnes
qui boivent. Peine.

8. Tout officier de paix doit faire arrêter et conduire devant un juge de paix, toute personne qu'il trouve, un dimanche ou un jour de fête, pendant le service divin, s'amusant ou buvant dans quelque maison d'entretien public, ou dans quelque place ou lieu public, soit dans la maison ou en dehors, où il se vend ou se distribue de la bière, du vin, des spiritueux ou des boissons alcooliques un dimanche ou un jour de fête, pendant le service divin, dans les limites de sa paroisse ou de sa localité, et aussi toute personne qu'il trouve jurant et blasphémant, ou excitant à des batailles, ou ivre, ou usant de violence dans les rues, grands chemins, ou autres places publiques, et telle personne ainsi conduite devant un juge de paix, peut être condamnée à payer une amende de pas plus de quatre dollars ni de moins d'un dollar; si cette personne ne peut payer l'amende immédiatement, elle doit être incarcérée, en vertu d'un mandat sous le seing de tel juge de paix, dans l'établissement de détention du district où l'infraction a été

commise, pour une période de huit jours à moins que l'amende ne soit payée plus tôt.

S. R. 1964, c. 301, a. 8; 1969, c. 21, a. 35.

Vitesse des voitures.
Amende.

9. Toute personne qui assiste au service divin d'une telle église, ou qui y va ou en revient et qui, en en approchant ou en en revenant, à la distance de dix arpents, va, à cheval ou en voiture, plus vite que le petit trot, encourt pour chaque telle infraction une amende de pas plus de deux dollars ni de moins d'un dollar.

S. R. 1964, c. 301, a. 9.

Nomination de constables.

10. Deux juges de paix, sur la réquisition des marguilliers, ou tout curé, ou prêtre faisant les fonctions ecclésiastiques dans une église, peuvent nommer un ou deux constables à l'effet d'assister les marguilliers de l'oeuvre dans l'exercice des devoirs qui leur sont imposés par la présente loi; ces constables sont tenus d'obéir aux ordres et instructions des marguilliers de l'oeuvre, et peuvent poursuivre les contrevenants.

S. R. 1964, c. 301, a. 10.

Peines pour infractions.

11. Quiconque commet un acte mentionné au paragraphe *a*, *b* ou *c* de l'article 2 se rend coupable d'une infraction au dernier alinéa de l'article 2 et est passible, sur poursuite en vertu de la partie I de la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15), d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus deux cents dollars pour une première infraction, d'au moins deux cents dollars et d'au plus quatre cents dollars pour une deuxième infraction et d'au moins quatre cents dollars et d'au plus mille dollars pour toute infraction subséquente, avec dépens dans chaque cas; et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'au moins quinze jours et d'au plus trente jours pour la première infraction, d'au moins trente jours et d'au plus soixante jours pour la deuxième et d'au moins cent vingt jours et d'au plus cent quatre-vingts jours pour toute infraction subséquente.

Saisie.

Lorsque l'infraction consiste à distribuer un livre ou un écrit mentionné au paragraphe *a* de l'article 2, ce livre ou cet écrit peuvent être saisis sans mandat et tous leurs exemplaires au Québec peuvent être saisis avec mandat. S'il y a condamnation, le juge qui la prononce doit en ordonner la destruction.

S. R. 1964, c. 301, a. 11.

Ordonnance d'injonction
interlocutoire.

12. Sur requête, appuyée du serment d'une personne digne de foi et alléguant une infraction ou l'imminence d'une infraction aux dispositions du dernier alinéa de l'article 2, présentée par le procureur

général ou avec son autorisation ou par la corporation municipale dans le territoire de laquelle l'infraction a été commise ou est sur le point d'être commise, la Cour supérieure ou l'un de ses juges peut émettre une ordonnance d'injonction interlocutoire pour empêcher la commission, la continuation ou la répétition de cette infraction.

Demande. Une injonction interlocutoire peut être demandée et décernée contre toute personne et contre toute organisation, association ou collectivité d'individus, jouissant ou non de l'entité juridique, qui enfreint ou est sur le point d'enfreindre les dispositions du dernier alinéa de l'article 2.

Demande. Dans le cas d'une organisation, association ou collectivité d'individus ne jouissant pas de l'entité juridique, il suffit, pour les fins de la requête, de l'ordonnance d'injonction et des procédures qui s'y rattachent, de la désigner par le nom collectif sous lequel elle se désigne elle-même ou sous lequel elle est communément connue et désignée, et la signification de la requête, de l'ordonnance d'injonction ou de toute autre procédure peut lui être valablement faite à l'un de ses bureaux, ou à l'un de ses lieux d'organisation ou de réunion, ou à l'une de ses places d'affaires, au Québec.

Exécution. L'ordonnance d'injonction rendue contre une telle organisation, association ou collectivité lie toutes les personnes qui en font partie et est exécutoire contre chacune d'elles.

Bref non requis. La demande en injonction peut être faite et l'injonction accordée sans l'émission d'un bref d'assignation. Cette demande constitue alors une instance par elle-même.

Recours. Le recours prévu au présent article est, quant au surplus et sauf incompatibilité avec les dispositions ci-dessus, sujet à l'application des articles 751 à 761 du Code de procédure civile, sauf qu'aucun cautionnement n'est requis dans aucun cas.

S. R. 1964, c. 301, a. 12; 1965 (1^{re} sess.), c. 80, a. 1.

Recours. 13. L'exercice de l'un des recours prévus par les articles 11 et 12 n'exclut pas l'exercice de l'autre.

S. R. 1964, c. 301, a. 13.

SECTION IV

DU PRÉLÈVEMENT ET DE L'EMPLOI DES AMENDES

Saisie et vente. 14. Les amendes imposées pour toute contravention à la présente loi, sont prélevées par saisie et vente des meubles et effets du contrevenant, au moyen d'un mandat sous le seing de quelque juge de paix du district où l'infraction, la négligence ou le défaut a eu lieu. L'officier instrumentant, après avoir déduit, du montant produit par la vente, les frais de poursuite et de saisie, distribue aux parties qui

y ont droit le surplus du montant prélevé. Le juge de paix doit accorder le mandat sur plainte à lui faite après condamnation du contrevenant.

Emploi des amendes.

Les amendes prélevées sous l'empire de la présente loi sont payées, moitié au dénonciateur, et l'autre moitié à Sa Majesté, excepté que nul marguillier, constable ou officier de paix, poursuivant comme tel, n'a droit à aucune partie de l'amende, mais seulement à ses frais, et, en pareil cas, toute l'amende retourne à Sa Majesté.

S. R. 1964, c. 301, a. 14.

SECTION V DES POURSUITES

Prescription.

15. Toute poursuite ou action, pour infractions commises contre la présente loi, doit être commencée, dans l'espace d'un mois après la contravention commise, et non après; et elle peut être intentée dans le cours de la même période, bien que le contrevenant n'ait pas été arrêté immédiatement après la commission de l'infraction.

S. R. 1964, c. 301, a. 15.

Poursuite contre un
marguillier.

16. S'il est intenté quelque action ou poursuite contre un marguillier, constable ou officier de paix, pour un acte quelconque fait sous l'autorité de la présente loi, et si l'action ou poursuite est par la suite discontinuée ou renvoyée, le juge doit accorder doubles dépens au défendeur.

S. R. 1964, c. 301, a. 16; 1965, c. 80, a. 1.

Une seule punition.

17. Aucune personne ne doit être punie pour la même infraction à la fois en vertu de la présente loi et en vertu du Code criminel.

S. R. 1964, c. 301, a. 17.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 301 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre L-2 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 301

Chapitre L-2

**LOI DE LA LIBERTÉ
DES CULTES**

**LOI SUR LA LIBERTÉ
DES CULTES**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 17

1 - 17

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

